



# Pays Basque : Réactions politiques à l'initiative internationale en faveur de la paix

Par [Béatrice Molle](#)

Mondialisation.ca, 22 avril 2010

[Le journal du Pays Basque](#) 6 avril 2010

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Brian Currin a présenté au Parlement de Bruxelles une résolution en faveur de la paix en Pays Basque. Résolution signée par une vingtaine de personnalités internationales, dont quatre Prix Nobel de la Paix, connues pour leur travail dans la résolution de conflits. Elle se félicite de l'engagement de la gauche abertzale qui souhaite poursuivre ses objectifs politiques «par des moyens exclusivement démocratiques et politiques» et enjoint ETA à «déclarer un cessez-le-feu unilatéral et intégralement vérifiable, afin que cet engagement devienne une réalité irréversible.» Et de demander également au gouvernement espagnol d'y répondre favorablement si un tel geste devait avoir lieu. Il s'agit donc de porter le conflit basque au niveau de l'Union Européenne dans un premier temps et internationalement, dans ce que les signataires de la résolution nomment le «dernier conflit en Europe.»

Pour Max Brisson de l'UMP «un médiateur peut toujours apporter quelque chose. Qui va s'opposer à des parcours de vie aussi exemplaire ? Toute initiative qui va dans le sens de l'apaisement ne peut-être que bienveillante. Mais la tâche est rude, face aux obstacles qui se dresseront. La médiation internationale est nécessaire, mais pas suffisante». Pour Jean-Jacques Lasserre du Modem, «c'est une très bonne initiative, car appuyée par des personnalités reconnues. Cela donne du poids à cette démarche. Souvent ceux qui pratiquent la violence la justifient par la non-reconnaissance des spécificités. La reconnaissance des spécificités par un chemin apaisé me paraît possible.»

Le vice-président du Conseil régional d'Aquitaine (Parti Socialiste) Frantxoa Maitia estime que «c'est une énième résolution en faveur d'un arrêt des armes au Pays Basque. Hélas ETA reste sourd aux demandes de la société ! Cela reste toujours aussi désespérant. Lors de la dernière trêve, ETA avait entamé des discussions avec l'Etat espagnol, il y a eu une initiative forte de la part de Zapatero, tant aux Cortes comme au Parlement Européen et ETA achève le processus avec l'attentat de Barajas. On se méfie des trêves, car pendant la dernière, ils ont continué à voler des armes et s'en sont servi ensuite pour tirer sur un policier français. ETA continue sa course désespérée avec des centaines de prisonniers. La gauche abertzale leur demande d'entamer un processus démocratique. Réponse : on assassine un policier en France. J'attends la réponse d'ETA et il faut travailler inlassablement à un processus de paix.»

## Les partis abertzale

Batasuna souligne l'importance de cette déclaration faites par des personnalités, anciens chefs d'Etats et Prix Nobel de la Paix : «La proposition reconnaît la nature politique du conflit et recherche des solutions démocratiques, stables et durables. C'est une importante contribution dans la construction d'un nouveau scénario en Euskal Herri, une tâche dans laquelle, tous les agents impliqués devraient s'engager. L'initiative analyse positivement le

débat mené par la gauche abertzale et son engagement total dans le développement d'un processus démocratique, sans violence et sans ingérences. Un processus qui devrait aboutir par le dialogue et la négociation, à un cadre dans lequel l'ensemble des projets politiques, y compris le projet indépendantiste, soient non seulement défendables, mais aussi réalisables, dès lors qu'ils s'appuient sur l'adhésion majoritaire des citoyens.» Batasuna réaffirme «sa disposition à rechercher la résolution du conflit.» Pour AB, la déclaration présentée à Bruxelles est un événement porteur d'espoir : «Car une implication aussi concrète de plusieurs personnalités, laisse espérer que les rumeurs entourant une décision historique de la part d'ETA sont crédibles. Ensuite parce qu'une médiation internationale est nécessaire à la recherche d'un processus de sortie de conflit. Enfin, parce que cette déclaration pose les bonnes bases et les bonnes questions : la fin de la lutte armée ne se résume pas à cette violence-là, sa nature est politique et implique donc un changement équivalent de la part de l'Etat Espagnol. Il reste maintenant à espérer que cet appel soit entendu par les deux parties, comme AB le réclame depuis longtemps. La résolution du problème ne s'arrête pas à une éventuelle négociation entre ETA et le gouvernement espagnol : la solution est dans la volonté exprimée de la population du Pays Basque sur son avenir.»

Le PNB du Pays Basque Nord indique «que la déclaration de Bruxelles est une voix supplémentaire qui tente de convaincre la gauche radicale. Mais elle ne diffère en rien de ce que la société basque elle-même ne cesse de dire à ETA, de ce que le PNV a déjà dit à ETA et à son entourage. L'intervention de médiateurs internationaux a peut-être un effet pédagogique pour une organisation terroriste qui va réaliser qu'elle ne sera plus accompagnée par des intermédiaires comme lors des processus de paix antérieurs. ETA doit se rendre à cette évidence : l'immense majorité de la société basque exige la fin définitive de la terreur qu'elle exerce. Le plus tôt sera le mieux». EA du Pays Basque Nord déclare pour sa part «que le plus important est que la démocratie ait toutes les chances de s'exprimer. Une des clés est la force politique de Zapatero. Sera-t-il un second Tony Blair ? L'initiative est positive, mais l'urgence est aujourd'hui à l'intérieur de la maison.»

La source originale de cet article est [Le journal du Pays Basque](#)  
Copyright © [Béatrice Molle](#), [Le journal du Pays Basque](#), 2010

Articles Par : **[Béatrice Molle](#)**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)